

Diplomatie

Paul Kagame : « N'attendez pas de moi que je lève nos mesures de défense alors que vous laissez Félix Tshisekedi faire ce qu'il veut »

François Soudan

Jeune Afrique, 3 avril 2026

Quatre mois après la signature d'un accord de paix présenté comme historique, la guerre se poursuit dans l'est de la RDC. Dans un entretien exclusif, le président rwandais assume une ligne inflexible et renvoie Kinshasa, Washington et la communauté internationale à leurs responsabilités.

La scène résume à elle seule l'état des relations entre Paul Kagame et Félix Tshisekedi. Nous sommes le 4 décembre 2025, dans un salon de la Maison-Blanche, à Washington. Monica Crowley, la cheffe du protocole, y accueille les présidents rwandais et congolais en attendant de les introduire dans le Bureau ovale, où ils vont signer un « accord de paix et d'intégration régionale » censé être historique. Il y a là un canapé sur lequel les deux chefs d'État doivent prendre place et échanger, et une demi-douzaine de chaises pour les membres de leurs délégations respectives.

Félix Tshisekedi arrive le premier et s'installe au beau milieu du canapé. Paul Kagame entre à son tour dans la pièce et s'adresse à lui, en anglais : « Bonjour, M. le président, comment allez-vous ? » Son homologue congolais ne bouge pas. Il reste assis au centre du canapé et lui tend la main tout en baissant la tête, comme s'il refusait de le regarder dans les yeux. Voyant que son chef n'a aucune place où se poser, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, lui propose sa chaise. Kagame décline. Il restera debout.

Quatre mois plus tard, le froid glacial qui règne entre les deux voisins – parfaitement illustré par leur *body language* lors de la signature des accords de Washington – n'a pas baissé d'un seul degré. À l'image de la situation dans l'est de la RDC, où les combats persistent entre l'armée congolaise et

les rebelles de l'AFC/M23, soutenus par les troupes rwandaises. À la guerre d'infanterie s'est ajoutée une guerre des drones et, depuis que les États-Unis ont infligé à l'armée rwandaise, le 2 mars, une série de sanctions, on n'hésite plus à Kigali à fustiger la partialité d'une administration Trump que l'on soupçonne ouvertement d'être mue par des intérêts mercantiles. C'est dans ce contexte tendu que Paul Kagame a reçu *Jeune Afrique* à Urugwiro Village, siège de la présidence, le 26 mars.

***Jeune Afrique* : Depuis quelque temps, le Rwanda fait l'objet de sanctions, de pressions et de critiques de plus en plus vives quant à sa politique régionale. N'avez-vous pas l'impression qu'un processus d'isolement diplomatique de votre pays est en cours ?**

Paul Kagame : Avant d'en venir à votre question et de corriger votre impression, j'aimerais redire ce que je répète à ceux qui veulent l'entendre : le conflit dans l'est de la RDC n'est pas du fait du Rwanda.

Le Rwanda est partie concernée de par un certain nombre d'aspects de cette crise, et en particulier par le problème non résolu posé par les génocidaires des FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda]. C'est un problème que tout le monde connaît depuis trente ans, sans jamais y chercher sérieusement une solution. L'échec de la Mission des Nations unies, la plus coûteuse de l'histoire de l'ONU, qui a mobilisé des dizaines de milliers d'hommes pendant des décennies, est à cet égard patent.

Les FDLR constituent pour le Rwanda un danger dans la mesure où ils opèrent à partir d'un pays frontalier, la RDC, avec le soutien du gouvernement de ce pays. Ils ne posent pas problème qu'au Rwanda, mais aussi à d'autres de ses voisins. Nous ne faisons que nous défendre, et les sanctions ou les menaces que vous évoquez équivalent à blâmer les victimes tout en félicitant les auteurs des forfaits. Les sanctions et les menaces de ce genre ne sont que des insultes jetées à la face de mon pays. Infliger la totalité des pénalités au Rwanda est assurément plus facile que de chercher enfin une solution à ce conflit.

Le 2 mars, l'administration Trump a imposé des sanctions aux Forces de défense rwandaises et à quatre de leurs généraux pour leur soutien au M23, tout en exigeant le retrait immédiat de vos troupes de l'est de la RDC. Avez-vous l'intention d'obtempérer ?

Une fois de plus, il faut d'abord comprendre de qui et de quoi nous parlons. Le M23 n'est pas un mouvement rwandais, mais un mouvement congolais désormais appelé AFC/M23, auquel est associé l'ancien président Joseph Kabila. Le problème posé par ce mouvement est un problème politique congolais, qui doit trouver une solution politique congolaise.

Maintenant, et pour répondre à votre question, vous ne pouvez pas espérer qu'une partie, en l'occurrence le Rwanda, remplisse toutes ses obligations

inscrites dans les accords de Washington du 4 décembre, alors que l'autre, la RDC, ne les remplit que très partiellement voire pas du tout. La partie américaine, qui nous a réunis, doit faire en sorte que le Congo et le Rwanda avancent tous deux dans la bonne direction. Elle ne doit pas donner l'impression d'exercer une lourde pression sur l'un, tandis qu'elle traite l'autre avec délicatesse, pour des raisons que je ne souhaite pas commenter.

La prise d'Uvira par le M23, le 10 décembre dernier, soit six jours après la signature des accords de Washington, a été perçue par l'administration Trump comme un affront et a ouvert la voie à l'imposition de sanctions. Comprenez-vous ce sentiment américain ?

Non. C'est un sentiment sélectif. On veut faire croire qu'il existe un lien entre la chute d'Uvira et les accords de Washington et que cette prise d'Uvira était une forme de défiance vis-à-vis de ces accords. C'est totalement inexact. Cela faisait des semaines, voire des mois que des combats avaient lieu à la fois en direction et à partir d'Uvira. La partie américaine a été tenue informée quasi quotidiennement de l'évolution de cette situation. Avec ou sans la signature des accords de Washington, la chute d'Uvira devait intervenir. Elle était inévitable. Toutes les parties concernées par les accords de Washington le savaient.

Le 22 janvier, votre ambassadrice à Washington a déclaré que le Rwanda était « engagé dans une coordination sécuritaire avec l'AFC/M23 », ce que chacun a interprété comme la reconnaissance du fait que vos « mesures défensives » signifiaient en réalité que les troupes rwandaises étaient bien présentes sur le terrain dans l'est de la RDC. Êtes-vous d'accord avec cette interprétation ?

« Si je défends ma frontière et qu'il faut pour cela traiter la menace à 5, 10 ou 20 kilomètres au-delà, cela reste une mesure défensive ».

Oui, cela fait sens. Qu'entend-on par mesures défensives ? Cela veut dire défendre notre territoire et nos frontières contre ce qui nous menace, ce qui implique plusieurs possibilités comme l'usage de notre matériel militaire, le déploiement de troupes au sol ou d'autres choses encore. En fait, je ne vois pas où est la contradiction. Si je défends ma frontière et qu'il faut pour cela traiter la menace à 5, 10 ou 20 kilomètres au-delà, cela reste une mesure défensive. Et puis, cessons de regarder d'un seul côté. Pourquoi ne parle-t-on que du Rwanda, alors qu'il fait face à un gouvernement qui travaille avec les FDLR et à qui on ne demande rien ? N'attendez pas de moi que je lève nos mesures de défense alors que vous ne faites rien pour mettre un terme à ce qui menace mon pays.

Un compromis est-il possible si chacun, la RDC et le Rwanda, fait sa part ?

Ce compromis, il est au cœur des accords de Washington et de beaucoup d'autres auparavant, que la RDC n'a jamais respectés !

Vous ne cessez de dire que les forces armées congolaises collaborent avec les FDLR. Qu'en savez-vous exactement et à combien évaluez-vous les effectifs dont disposent les ex-génocidaires ?

Cette collaboration est toujours aussi intense. Quant au nombre de ces terroristes, peu importe. Ils peuvent être quelques centaines ou quelques milliers, l'important est ce qu'ils représentent, leur idéologie et le fait qu'ils bénéficient de l'appui du gouvernement de la RDC. Ils constituent donc un gros problème pour nous. Si vous vous focalisez sur le nombre exact, vous passez à côté de l'essentiel. Il n'y a pas de différence numérique entre les FDLR et les ADF [Forces démocratiques alliées, affiliées au groupe État islamique] que l'armée ougandaise combat depuis des années en territoire congolais, avec l'accord de Félix Tshisekedi.

Pourtant, le gouvernement congolais a, à maintes reprises, répété sa volonté de mettre un terme aux activités des FDLR et protesté de sa bonne foi en ce domaine...

Pour quels résultats ? Dans les zones contrôlées par le M23, ce dernier fait du bon travail contre les groupes génocidaires et obtient des résultats. Mais dans les zones du Masisi, de Walikale et partout où opèrent les FARDC [Forces armées de RDC], la région est truffée de FDLR qui œuvrent en complicité avec le gouvernement. Ce qui m'intéresse, ce ne sont pas les déclarations à but publicitaire, mais la réalité du terrain.

La récente visite à Kinshasa de Jean-Luc Habyarimana, l'un des fils de l'ancien président Juvénal Habyarimana et critique de votre régime, a fait réagir votre gouvernement. Il s'agit pourtant d'une personnalité relativement isolée. Pourquoi cette réaction ?

Si le fils de Habyarimana commence à bénéficier du soutien de Tshisekedi, de la machine de l'État congolais et de ses énormes ressources, en quoi est-il isolé ? Tshisekedi tente de l'utiliser pour mobiliser l'opinion en faveur des FDLR et de leur constituer un réseau de soutien en France, où cet individu réside, et ailleurs. Comment pourrions-nous minimiser cela ?

Depuis la prise de Goma, en janvier 2025, le M23 a été à plusieurs reprises accusé de violer les droits humains et de procéder à des recrutements forcés. Pensez-vous que ce mouvement est mieux à même de gérer les zones qu'il contrôle que le gouvernement congolais ?

« La réalité est que la situation est meilleure à Goma et à Bukavu qu'auparavant ».

Je comprendrais ce type d'accusations si la situation à Goma était bonne et stable avant l'arrivée du M23. Je remarque d'ailleurs que, curieusement, on ne parlait guère de droits de l'homme à l'époque. La réalité est que la situation est meilleure qu'auparavant. Chacun peut se faire sa propre opinion : elle est meilleure à Goma et meilleure à Bukavu.

Considérez-vous que votre frontière est désormais plus sûre avec la présence de l'AFC/M23 ?

Incontestablement. Que cela plaise ou non, d'un point de vue sécuritaire, c'est une évidence. En fait, la totalité de notre frontière avec la RDC est désormais sécurisée.

La guerre dans l'Est était jusqu'il y a peu une guerre d'infanterie. Elle est en passe de changer de nature avec l'usage de drones de combat par les deux parties, les FARDC et le M23. Cette évolution vous inquiète-t-elle ?

Ce qui m'inquiète d'abord et avant tout, c'est que le conflit continue. Et ce qui me préoccupe et devrait tous nous préoccuper, c'est comment y mettre fin. Sinon, d'autres armes, peut-être pires encore que les drones, risquent d'apparaître.

Si la paix revenait, qui selon vous devrait administrer les zones que le M23 contrôle actuellement ?

Je l'ignore, et je n'y prête pas beaucoup d'attention. Ce n'est pas mon affaire. Ce que je veux, c'est que celui qui administre cette région, qui qu'il soit, ne soit pas un danger pour nous et que nous coexistions dans la paix. Point final. Certes, la zone contrôlée par le M23 ne représente plus une menace immédiate et, dans une certaine mesure, cela nous convient. Mais je sais que ce n'est pas la fin de l'histoire.

Il y a encore beaucoup de travail à faire, tant pour l'Est que pour le Congo dans son ensemble, afin que l'un et l'autre ne représentent plus un danger pour leurs voisins, en particulier pour le Rwanda. C'est pourquoi nous serons intransigeants quant à la sécurité de notre frontière. Par tous les moyens.

La présence de Joseph Kabila à Goma signifie-t-elle qu'il a obtenu un feu vert de votre part et que vous le soutenez ?

Tous ceux qui souhaitent prendre part à la lutte pour un Congo stable sont les bienvenus. Kabila a fait ses choix. Vous connaissez ses problèmes. Le gouvernement congolais le poursuit, il a été condamné à mort, une partie

de ses biens a été saisie et il veut affronter cette situation dans son propre pays. Je ne vois pas pourquoi je lui refuserais le passage. Cela n'aurait pas de sens.



Le président rwandais, Paul Kagame, à Kigali, lors de l'interview accordée à *Jeune Afrique* le 26 mars 2026. © Vincent Fournier pour JA

Le modèle de développement du Rwanda repose en partie sur la bonne réputation de sa gouvernance économique. Les sanctions américaines et européennes ne risquent-elles pas de la mettre à mal ?

Une réputation, cela ne se base pas sur des notions biaisées, mais sur la réalité. Que devrais-je faire pour conserver ma réputation ? Devrais-je rester les bras croisés face à ce qui menace les fondements mêmes de ma réputation ? Et, dans ce cas, pensez-vous que je conserverais cette réputation ? Dois-je choisir de préserver ma réputation en refusant de combattre ce qui nous vaut ces sanctions et en tolérant ces menaces ? Non. Le choix est difficile à faire, mais il est clair.

Ne craignez-vous pas que ces sanctions soient étendues, ainsi que le réclame le gouvernement congolais, aux sociétés rwandaises liées à l'État, comme Crystal Ventures, ou au parti au pouvoir ?

Je n'en sais rien. La RDC est la cause de tous les problèmes dont nous parlons, mais ceux qui décident d'appliquer des sanctions le font selon leurs propres critères, en fonction de leurs propres intérêts.

Émettre des sanctions ne signifie pas qu'elles sont justifiées. On vous les applique parce que vous ne correspondez pas aux intérêts de ceux qui vous les infligent. Une chose est sûre : qu'on n'attende pas de moi que je demande pardon et que j'accepte des sanctions injustifiées, dont je ne comprends pas les bases.

Le Rwanda pourrait-il faire face à une suspension des aides internationales ?

« Le Rwanda était un État failli, un État néant. Et il existe aujourd'hui. Nous avons survécu à ce à quoi aucun autre État n'aurait pu survivre ».

Nous avons fait face à tellement de défis ! Le Rwanda était un État failli, un État néant. Et il existe aujourd'hui. Nous avons survécu à ce à quoi aucun autre État n'aurait pu survivre.

Les médiations africaines se succèdent depuis des décennies et aucune n'est parvenue à résoudre la crise de l'est du Congo. À quoi est due cette incapacité du continent à faire face à ce problème ?

Je l'ignore. Il y a 100 choses auxquelles l'Afrique est confrontée et qu'elle ne parvient pas à résoudre. Notamment celle-là. La plupart de nos problèmes sont auto-infligés, et même si nous sommes capables d'y mettre un terme, nous ne le savons pas. Ou alors, nous faisons exactement ce qu'il ne faut pas faire.

Votre objectif est-il de devenir un hub régional pour le traitement des minerais de l'est de la RDC, comme on l'entend souvent dire sur le ton de l'accusation ?

Le Rwanda est déjà un hub pour différentes choses, et notamment un hub financier. Pourquoi le fait de vouloir être un hub régional pour les minerais serait-il un problème ? En quoi est-ce une accusation ? On nous dit : vous êtes en RDC parce que vous voulez leurs minerais. Mais d'une part, nous avons au Rwanda nos propres gisements de minerais. De l'autre, oui, nous accueillons volontiers les minerais en provenance de l'extérieur. Des minerais viennent du Congo et transitent par le Rwanda avant de prendre la direction de Dubaï, de la France, de la Belgique, de Hong Kong ou d'ailleurs. Pourquoi ne s'en prend-on qu'au Rwanda ? Nous participons pleinement au processus d'identification de l'origine de ces minerais. Nous pouvons justifier de tout ce qui transite par ici ou y reste. Nous pouvons

présenter les documents qui l'attestent. Mais on préfère apparemment continuer à propager ces accusations...

Évariste Ndayishimiye, le président du Burundi, a été élu à la tête de l'Union africaine en février, pour un mandat d'une année. Compte tenu de vos rapports difficiles avec ce voisin, est-ce un problème pour vous et qu'attendez-vous de lui ?

C'est une bonne nouvelle pour lui, et ce que j'en attends est qu'il réalise des choses positives pour l'Afrique, pour son pays et pour nous tous. S'il en a la volonté et qu'il en est capable, tant mieux. Dans le cas contraire, nous nous en occuperons le moment venu.

Comment sont vos relations avec le Burundi ?

Calmes. Rien à signaler.

Le Rwanda menace de retirer ses troupes de la province du Cabo Delgado, au Mozambique, où elles contribuent à lutter contre une insurrection de jihadistes affiliés à l'État islamique, si l'Union européenne ne reconduisait pas son aide financière à ce déploiement. Comptez-vous mettre cette menace à exécution ?

Nous sommes intervenus au Mozambique il y a près de cinq ans à la demande des dirigeants mozambicains, afin de les aider à stabiliser la situation dans le Cabo Delgado. Nous avons fait de notre mieux et cette situation s'est grandement améliorée. Mais est-il logique que nous ayons à payer pour le service que nous rendons ? Est-il normal que nous nous sacrifions et que nous ayons à payer pour ce sacrifice ?

Ces 20 millions d'euros d'aide européenne ne sont pas une faveur faite au Rwanda, mais une faveur faite au Mozambique. Nous dépensons quatre ou cinq fois cette somme pour entretenir un contingent de plus de 5 000 hommes, auxquels il faut ajouter des forces de police, alors que nos ressources limitées sont celles de l'économie d'un petit pays dont la taille représente le tiers de la province du Cabo Delgado.

Les majors de l'énergie qui opèrent dans cette région, Total, Exxon Mobil ou ENI, doivent trouver comment financer la sécurité dont elles ont besoin. La sécurité a un coût, d'ailleurs dérisoire par rapport aux investissements. Soit il est assumé par ces sociétés et le gouvernement du Mozambique, soit ces derniers considèrent qu'ils n'ont pas besoin de sécurité et je ne vois pas pourquoi nous resterions un jour de plus. Ces 20 millions d'euros par an, les Européens trouvent que c'est trop et ils se posent même la question de savoir si le Rwanda les mérite. Ma réponse est simple : dans ces conditions, inutile de nous les donner. Mais si personne ne prend en charge les dépenses liées à la durabilité de cette mission, nous sommes prêts à rapatrier nos

troupes au Rwanda, où elles auront largement de quoi s'employer, à tout moment et quelles qu'en soient les conséquences.

Votre armée est également présente sous uniforme de l'ONU en Centrafrique et au Soudan du Sud. Rencontrez-vous les mêmes difficultés qu'au Mozambique ?

Non. Mais là aussi, si nous réalisons que notre présence n'est plus souhaitée, que ce soit par le pays où nous servons ou par les Nations unies, nous rentrerons à la maison le jour qui suit. C'est aussi simple que cela.

En novembre prochain interviendra l'élection pour le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Vous avez votre candidate, Louise Mushikiwabo, et Félix Tshisekedi a la sienne, Juliana Lumumba. Ne craignez-vous pas que cette élection soit perturbée par l'animosité entre vos deux pays ?

Je suppose que ce sera le cas, oui. Mais il faudra bien que quelqu'un soit élu. J'ai vu que Tshisekedi poussait sa candidate, ce qui est son droit. Il peut même en présenter deux, s'il le veut. Cela ne me dérange pas.

Est-il encore possible que Félix Tshisekedi et vous parveniez enfin à vous comprendre ?

Peut-être que oui, peut-être que non. Je n'ai en tout cas aucun problème à attendre que cela arrive, ou à conclure que cela n'arrivera jamais. Je suis à l'aise dans ce statu quo.

Nous vivons dans un monde de plus en plus dérégulé, où les notions de communauté internationale et de droit international ne cessent de reculer au profit de la loi du plus fort et des impérialismes rivaux. Comment l'Afrique peut-elle faire face à ce nouveau désordre mondial ?

« Le fait que nous, Africains, ne parvenions toujours pas à tirer les leçons de nos échecs et à cesser de tout attendre de l'extérieur est une énigme à laquelle je n'ai pas de réponse ».

C'est un vrai problème. L'Afrique fait face aujourd'hui aux mêmes défis qui se posaient à elle il y a un demi-siècle et auxquels elle aurait dû répondre depuis longtemps. S'unir, travailler ensemble, investir dans ses propres ressources, valoriser son capital humain, ne plus dépendre des autres. En appliquant les leçons du monde occidental, qui nous dictait notre conduite, nous avons bâti sur des sables mouvants car nous voyons bien que ce monde-là fait en réalité l'inverse de ce qu'il nous enjoint de faire. Ils nous

parlent de démocratie et de droits de l'homme, mais ils tuent au nom de soi-disant valeurs communes et les misères qu'ils ont causées aux autres reviennent les frapper chez eux. Quant à nous, le fait que nous ne parvenions toujours pas, malgré nos promesses, à tirer les leçons de nos échecs et à cesser de tout attendre de l'extérieur est une énigme à laquelle je n'ai pas de réponse.

En juin dernier, vous avez disparu de la scène publique pendant trois semaines et beaucoup de rumeurs ont circulé concernant votre santé, au point que votre gouvernement a dû publier une mise au point. Comprenez-vous ce souci de transparence ?

Pourquoi trois semaines de repos auprès de mes petits-enfants représenteraient-elles une durée excessive ? J'aurais pu prendre un mois. Peut-être, oui, les gens n'étaient-ils pas habitués à cela. Mais je peux vous dire une chose : si vous prenez un échantillon de cent personnes de mon âge, en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou ailleurs, que vous m'incluez dans cet échantillon et que vous évaluez l'état de santé de chacun, vous verrez que je figure parmi les dix meilleurs. Voilà qui devrait rassurer. Je ne sais pas ce qu'il en sera demain, dans cinq ans ou dans dix ans. Mais pour l'instant, oui, je suis en bonne forme.



Paul Kagame, lors de l'interview avec François Soudan, à Kigali, le 26 mars 2026.

© Vincent Fournier pour JA

François Soudan

Directeur de la rédaction de *Jeune Afrique*.